

ENTRETIEN

« Le modèle français est un boulet »

Michel Godet est professeur au Conservatoire national des arts et métiers. Ce spécialiste de la prospective industrielle est l'auteur de nombreux ouvrages aux visions décapantes. Dans « Le Courage du bon sens », son nouveau livre, il explique pourquoi la France ne peut pas ne pas changer.

PROPOS RECUEILLIS PAR ERWAN GUÉHO > erwan.gueho@nordeclair.fr

Vous affirmez qu'il faut travailler plus pour travailler tous. En quoi ?

>> Les pays qui ont aujourd'hui le taux de chômage le plus faible sont ceux où il y a le plus de gens qui travaillent et qui travaillent plus qu'ailleurs. C'est l'activité qui crée la richesse, l'emploi, le pouvoir d'achat supplémentaire et donc la demande. En 1997, on a cru qu'il fallait partager le travail. On a créé deux millions d'emplois sous Jospin qui ont été attribués aux 35 heures. Mais ce que l'on oublie c'est que nos voisins européens, où l'on travaille en moyenne par habitant trois semaines de plus qu'en France, en ont créé encore davantage que nous. Aujourd'hui, il est temps de libérer le marché du travail. Les fourmis qui permettent aux cigales de vivre doivent pouvoir travailler plus si elles le souhaitent. Si tout le monde est cigale, à la fin les cigales meurent.

Qu'appellez-vous l'exception française et en quoi serait-elle dangereuse ?

>> On est le seul pays parmi les grandes nations développées où plus de 60 % de la population considère que l'économie de marché est un mauvais système. Quand on a une bonne idée, en général, d'autres l'ont eue avant et il suffit de comprendre pourquoi et dans quelles conditions ça marche. Mais quand on a une idée que l'on croit bonne et qu'on est seul(e) à avoir, c'est que ce n'est vraisemblablement pas une bonne idée. Il est temps de s'interroger pour savoir si ce n'est pas nous qui nous trompons. Aujourd'hui, le système social français est fondé sur la réparation et la compassion. Je préfère la prévention et l'accompagnement. À Vendôme, où j'ai vécu pendant quinze ans, je me suis occupé d'un Institut de chô-



Michel Godet plaide pour la limitation du cumul des mandats, condition pour de réels changements.

meurs entrepreneurs. L'idée, comme à Marcq-en-Barœul avec la Cité des entreprises, c'est de réveiller des projets qui dorment dans des cartons de sociétés existantes. Le taux de réinsertion des chômeurs est alors de 90 %.

Vous estimez que le temps politique en France est différent du temps économique et social. Est-ce à dire que nous sommes condamnés à l'immobi-

lisme ? >> Ce n'est pas aussi simple que cela. Quelques mois avant la chute du mur de Berlin, personne n'imaginait que cela se produirait et encore moins de façon pacifique. En ce qui concerne la France, les individus qui sont aujourd'hui crispés sur leurs acquis comprendront, si on le leur explique bien, qu'il faut que ça change. Le problème, c'est que le principal souci des hommes politiques est d'être réélus. La moitié

des hommes et femmes politiques sont d'anciens fonctionnaires qui doublent ou triplent leur salaire en faisant de la politique. Alors, ils s'accrochent à leur poste, évitent les réformes impopulaires et en plus prennent goût au pouvoir qui devient une sorte de drogue. À mes yeux, pour que les réformes nécessaires soient faites, il faut interdire le cumul des mandats. Cela créera une plus grande compétition entre hom-

mes politiques. Il faut aussi limiter le nombre de mandats successifs identiques à deux. Du coup, le personnel politique ne travaillera pas sans cesse à sa réélection mais plutôt pour laisser une trace dans l'Histoire. Enfin, il faut qu'il y ait davantage de salariés du privé qui se présentent aux élections.

« Les profs devraient passer au moins trois ans dans le privé avant d'intégrer l'Éducation nationale. »

Vous suggérez également que les fonctionnaires ont besoin de mieux connaître le privé. Pourquoi ?

>> Il est quand même paradoxal que les fonctionnaires qui sont censés exercer un contrôle sur le privé le connaissent aussi mal. Dans le cas des profs, comment voulez-vous que les enseignants qui ne sont pour la plupart jamais sortis de l'école puissent former des jeunes qui auront besoin de changer plusieurs fois de métier dans leur existence ? Je trouve que les profs devraient passer au moins trois ans dans le privé avant d'intégrer l'Éducation nationale.

Avant d'être enseignant et de faire de la prospective économique, j'ai été pompiste de nuit, serveur dans un restaurant. J'ai aussi démonté des moteurs chez Simca. Cette expérience m'a donné une compréhension du monde que je n'aurais jamais eue dans les livres. Rien ne remplace l'expérience. ●

RÉAGISSEZ

Donnez votre avis

sur www.nordeclair.fr
ou à lecteurs@nordeclair.fr

« Il n'est de richesses que d'hommes, éduqués et épanouis »

Vous vous définissez comme un libéral social. Que cela signifie-t-il ?

>> Pour les libéraux, je suis un socialiste qui s'ignore et pour les autres, je suis un affreux libéral parce que le libéralisme est forcément affreux chez nous. Pour moi, le libéralisme peut aussi être un humanisme. Arrivé à un certain niveau de richesse, la question pour un être humain n'est plus l'accumulation matérielle des biens. Ce qui compte, c'est le lien social et donner un sens à sa vie. Prenez l'exemple du milliardaire Warren Buffet, il a fait don à des fon-

dations de l'essentiel de sa fortune. Il faut encourager cette économie du don. Il faut refaire comme dans l'Antiquité où les riches se ruinaient spontanément pour l'intérêt général.

Vous développez dans votre livre la notion de société des projets. En quoi cela pourrait-il être utile ? >> J'oppose la notion de société des projets à celle de projet de société imposé d'en haut et dont je me méfie beaucoup. Au contraire, la société des projets est fondée sur l'esprit d'équipe. Pour trouver un sens à notre vie, il faut créer des



liens avec d'autres dans le cadre d'un projet que l'on porte à plusieurs. La vie professionnelle peut permettre cela. L'important, c'est le chemin que l'on fait ensemble. Il n'est de richesses que d'hommes, éduqués, épanouis dans une société de confiance et de projets.

Vous employez souvent le terme « j'enrage » dans votre livre. Est-il si difficile de faire évoluer les mentalités que cela vous désespère ?

>> Le modèle français est un boulet et non pas un rempart face à la mondialisation. Lorsque je me rends dans des conférences d'économie à

l'étranger et que je fais la comparaison avec ce qui se fait dans d'autres nations développées, j'ai honte pour mon pays. Contrairement à ce que nous aimons penser, nous ne sommes plus le moteur de l'Europe et j'ai peur qu'elle se fasse sans nous. À 60 ans, je n'ai plus tant de temps que cela pour me faire entendre, c'est sans doute aussi ce qui explique la colère impatiente de ce livre. ●

PRATIQUE

Le courage du bon sens. Chez Odile Jacob, 380 pages, 21,90 €.